



**Groupe de travail fédéral
« Politiques de santé » élargi**

Lundi 30 mai 2022
4^{ème} réunion fédérale sur la question des services d'urgences en difficulté
Rapport introductif – Cédric Volait

Lors de la dernière réunion, on se rendait compte de l'accélération de la dégradation partout. 15 jours après, ce qui saute aux yeux, c'est la mobilisation pour défendre l'hôpital ! Nous ne sommes pas dans une situation de passivité ! Il commence à y avoir un véritable sursaut !

Se mettent en place des pétitions à destination de la population comme à Draguignan, d'autres à destination des personnels comme au CH de Dieppe. Des droits de retrait ou droit d'alerte se multiplient comme au CHU de Rennes, au CHU de Tours, à Laval et à Oloron. Des préavis de grève en intersyndicale sont posés comme à Bordeaux Pellegrin. Des luttes s'organisent, avec la construction de rapport de force, comme au CH de Dreux où les personnels des Urgences et la CGT ont obtenues des avancées mais continuent en appelant au 7.

Le tract spécifique « Urgences » pour le 7 juin est sorti rapidement. Et le groupe WhatsApp « CGT Urgences » reflète une vraie volonté de résister et de lutter chez les syndicats et militants CGT. Au début de la réunion du 16 mai, nous étions 40 membres sur le groupe, au début de cette réunion du 30 mai, nous sommes 94 membres. Ce n'est pas rien ! Il y a bien entendu des actions qui ont lieu avant, d'autres qui auront lieu après, mais on constate une réelle volonté de se saisir de la date du 7 juin au travers d'un travail de préparation important. Ce qui donne à la date du 7 un caractère éminemment politique, c'est qu'elle s'organisera 5 jours avant des élections compliquées pour la majorité actuelle.

Un préavis de grève spécifique "Urgences" a également été posé pour le 7 juin, préavis d'une semaine qui sera reconduit toutes les semaines pour permettre aux services d'urgences de partir en grève quand ils le souhaitent sans attendre les 5 jours d'un préavis local. Pour sa rédaction, nous nous sommes appuyés sur le document d'orientation en reprenant certaines formulations.

De nombreux syndicats ont mis en avant leur volonté d'organiser des AG pour préparer cette journée de mobilisation, comme aux Hospices Civils de Lyon, d'autres ont expliqué qu'ils enverraient une délégation pour soutenir un service d'urgences en difficulté, c'est le cas des membres du collectif pour la défense des urgences de Draguignan, mobilisés tous les vendredis soir depuis le 29 octobre, qui viendront en nombre soutenir les urgences de Manosque.

La couverture médiatique pour annoncer cette date est importante. Ce jour là, il va y avoir de nombreux journalistes devant le ministère comme partout dans le territoire. C'est bien la CGT qui apparaît comme la locomotive de cette mobilisation. Comme l'article du Sud Ouest qui titre "La CGT et ses alliés appellent à la mobilisation le 7 juin", mais il y en a bien d'autres...

Une conférence de presse est prévue le 2 juin au niveau national avec les autres signataires du communiqué intersyndical, il faudra bien mettre en avant le processus en cours de la CGT Santé.

Ensuite, sur la situation, ce qui se passe à Bordeaux, doit nous mettre en garde, puisque l'un des représentants de Samu Urgences de France mettait en avant, sur France Info, ces derniers jours, "la très bonne solution trouvée à Bordeaux" pour que les gens ne viennent plus aux Urgences.

Et le Figaro a également fait un article mercredi matin, sur ce qui a été mis en place à Bordeaux, où il est expliqué que des bénévoles de la protection civile sont chargés d'accueillir et de filtrer les patients, sous une tente. Ils sont là pour contrôler et vérifier que les patients ont bien appelé le SAMU. Il y a vraiment un tri qui s'opère, qu'ils vont vouloir généraliser à d'autres hôpitaux, sans aucune volonté du ministère et des ARS d'améliorer la situation. On avait le passe sanitaire pour accéder à l'hôpital, maintenant, ils inventent une nouvelle barrière... avec des contrôles qui se mettent en place pour limiter l'accès aux urgences !

On pourrait également citer l'exemple de Cherbourg, où la direction, après avoir mis en place un filtrage par le « 15 » des passages aux urgences de 19h à 8h, vient d'annoncer qu'il est avancé à 15h au lieu de 19h... c'est inédit... Au rythme où ça va, la régulation va-t-elle être 24h/24 ?

Ce qui est très positif, c'est que l'AMUF, par la voix de Christophe Prudhomme a tout de suite pris le contrepied en disant que ce n'est pas possible de charger les SAMU, les régulateurs etc... d'accueillir tous les patients qu'on refuse aux Urgences. De plus, si le 15 est surchargé, ils vont passer à côté de la vraie urgence.

Donc, faisons bien attention car ils se servent de cette situation de chaos, qu'ils ont eux-mêmes organisé, situation que nous connaissons tous, que tous les médias établissent, pour nous dire : c'est la démonstration que l'hôpital, tel qu'il avait été

conçu, avec une entrée libre aux urgences n'est plus possible, il faut passer à un autre système.

La pression va être forte, de toutes parts, pour nous imposer un changement de système. Il nous faudra tenir bon pour continuer d'exiger que soient données tous les moyens afin que les urgences puissent fonctionner, accueillir tous les patients, avec des conditions de travail décentes.

Et dans toutes nos communications, il nous faut être le plus précis possible. Quand nous disons que tous les patients doivent être accueillis et pris en charge, il faut bien préciser "à l'hôpital" !

Il faut nous servir de l'élan de tous les militants, de l'unité qui se construit, avec les personnels, avec la population, avec nos structures CGT, avec les élus, avec les autres syndicats, afin d'exiger la réouverture de tous les services d'urgences et rétablir un total libre accès aux urgences !

Un autre point également très important, c'est l'amélioration des conditions de travail pour garder les personnels en place et faire revenir ceux qui sont partis. Cela passe par des décisions fortes en matière d'augmentation de salaires, de stagiairisation, de renforcement des effectifs, en matière de rémunération des heures de nuit et des heures de dimanche... et la réintégration de tous nos collègues suspendus !!!

Il est important également de mettre les directions devant leurs responsabilités. Car des organisations en "mode dégradé" se multiplient faisant peser une épée de Damoclès sur la tête de personnels déjà épuisés.

Si le personnel accepte de travailler dans ces conditions, où il sait que le patient est mis en danger, en cas d'accident, il sera considéré comme co-responsable. Au delà de toutes les procédures d'alerte en interne, il ne faut pas hésiter à saisir le procureur de la République pour mise en danger de la population. C'est ce qui les mettra le plus en difficulté, notamment à quelques jours des élections législatives.

Pour conclure, nous continuerons le travail important que nous avons mené, continuer à renforcer les liens entre nous. Aujourd'hui, c'est la 4ème réunion en visio sur la situation des services d'urgences. A partir de la mobilisation enclenchée, l'une des prochaines étapes pourrait être l'organisation d'une assemblée des délégués des services d'urgences en difficulté, à la FD, à Montreuil. A discuter... Dans tous les cas, il nous faut travailler au renforcement des liens avec les autres services également, au delà des urgences. Tout ce qui peut converger est le bienvenu, dans les autres services hospitaliers, dans les EHPAD, dans l'action sociale, parce qu'on va continuer !